



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 70 du 16 décembre 2018

Au sommaire :

- **Le mouvement des gilets jaunes pour vivre dignement, pour décider et contrôler, une bataille de classe, sociale et politique**
- **Question sociale, question climatique, un même combat démocratique et... révolutionnaire**
Bruno Bajou

Le mouvement des gilets jaunes pour vivre dignement, pour décider et contrôler, une bataille de classe, sociale et politique

Malgré les appels en boucle des politiciens et des médias à être responsables, à l'union nationale, malgré le renforcement des moyens policiers, le plan anti-attentat, les menaces, le chantage... des dizaines de milliers de manifestant.e.s sont à nouveau descendus dans la rue ce samedi tandis que de nombreux autres continuaient à tenir les ronds-points, bloquaient des zones commerciales. La presse et tous les émissaires du gouvernement et des patrons ont beau répéter que « le mouvement s'essouffle », tenter de le minorer, sa détermination s'impose à tous. L'aspiration à vivre dignement, à la justice sociale, à la démocratie est profonde et contagieuse, les prises de conscience et les ruptures s'accroissent.

Le soutien de la population ne faiblit pas plus.

La veille, les manifestations à l'appel de la CGT n'ont pas fait le plein, mais comment s'en étonner vu à la fois l'absence de préparation et les ressentiments de nombre de militant.e.s vis-à-vis de la politique des directions syndicales. Malgré cela, des dizaines de milliers de salarié.e.s, de militant.e.s se sont saisis de cette journée pour faire le lien avec le mouvement général, affirmer leur volonté que cette lutte s'étende dans les entreprises, par la grève.

Un mouvement auquel la jeunesse a apporté son dynamisme, sa générosité, sa liberté et sa révolte contre les inégalités, le mépris, la violence sociale. Et il est marquant que l'ensemble du mouvement, dans tout le pays, se soit identifié aux lycéens des quartiers populaires de Mantes-la-Jolie, symboles de la violence et de l'humiliation que subissent les plus précaires.

Ce mouvement n'est plus celui des seuls gilets jaunes, il est celui de la contestation globale de la société. Après avoir gagné la jeunesse, il commence à gagner les entreprises et renforce sa nature de classe. Les lycéens des cités en lutte contre la ségrégation comme les étudiants qui

se battent contre la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers, en solidarité « avec les étudiants du monde entier », contribuent à isoler ceux qui, dans le mouvement, tentent d'instrumentaliser les préjugés.

Et l'écho que le mouvement rencontre dans de nombreux pays, de la Belgique au Maroc en passant par Israël, le Liban, les Pays Bas ou l'Egypte... où le pouvoir a interdit la vente de gilets jaunes, renforce la dimension internationale de la lutte.

Les leçons des gilets jaunes

Agir par en bas, débattre, s'organiser, décider... ces leçons peuvent se propager vite, devenir virales. Sur les barrages, les ronds-points, dans les transports en commun, au travail, dans les facs et les lycées, le débat s'immisce partout. Quelles revendications, quelles formes de lutte, quelle démocratie, quelle société, comment peut se dérouler une révolution ? Le mouvement a fait la démonstration concrète que la lutte et son organisation par en bas peuvent changer les choses. Macron cède sans céder, à la marge, ce qui a été obtenu renforce le monde du travail dans la conviction de son bon droit et que ce n'est ni dans les salons de Matignon ou de l'Élysée, ni au Parlement que la suite du mouvement peut s'écrire. La motion de censure déposée par la FI, le PS et le PCF et votée dans un même élan par Le Pen et Dupont-Aignan illustre à la fois le côté dérisoire et l'impasse de la prétendue lutte parlementaire mais aussi les confusions politiques à l'œuvre.

Une lutte sociale et politique qui est celle du monde du travail

Un des paradoxes des gilets jaunes est qu'elles et ils se disent apolitiques alors que leur force est... de faire de la politique. Des millions de personnes se sont emparées du débat, ont gagné l'opinion en militant de façon pugnace

sur les ronds points, les blocages, les manifestations. Ils ont isolé le pouvoir, s'exprimant dans leur diversité...

La très grande participation des femmes marque le mouvement et renforce sa nature politique et de classe. Ouvrières, aides-soignantes, femmes de ménage, mères « au foyer », au chômage, sont sorties de l'ombre, de l'anonymat. Elles sont nombreuses à prendre part à la bataille sociale et démocratique, à ses décisions pour dire le ras le bol de la galère, l'aspiration à la dignité, à l'égalité, à décider de leur vie, de leur avenir et de celui de leurs enfants.

Et le mouvement impose un débat politique où se lient questions sociales, écologiques, démocratiques.

Macron tente de reprendre la main en lui donnant une forme institutionnelle avec ses « débats nationaux » dans lesquels il a voulu inclure le « thème » de l'immigration, avant de rétro-pédaler, tout en maintenant la question à l'ordre du jour...

Tout en prenant en main la lutte pour les salaires, les pensions et les minimas sociaux, leur indexation sur le coût de la vie, les travailleurs ont à défendre à haute et intelligible voix dans les mobilisations, les entreprises, les syndicats, un plan d'urgence social, démocratique, écologique dont la classe ouvrière est porteuse pour l'ensemble de la société. Ce plan ne peut être un plan pour la France, ce n'est pas un plan bleu-blanc-rouge. C'est un plan pour les travailleurs et les classes populaires, pour la jeunesse. Il ne peut s'arrêter aux frontières, il participe au contraire de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples, de leurs luttes unies pour une autre société, en opposition aux idéologies et préjugés dominants véhiculés en premier lieu par la droite extrême et l'extrême droite et ceux qui leur servent les plats. La suite du mouvement dépend pour une large part de sa capacité à s'en affranchir pour adopter un point de vue et une politique d'indépendance de classe.

La question centrale de la démocratie, de qui décide et contrôle. « Tout est à nous » !

Au cœur des discussions, en plus de la justice sociale, du respect, de l'égalité, il y a depuis le début du mouvement la question de la démocratie, de qui décide et contrôle, dans

les mobilisations et dans la société, par quels moyens. Cette exigence démocratique s'exprime tant dans la révolte contre les privilèges des politiciens que dans la demande du référendum d'initiative citoyenne (RIC) porté par le RN et la FI. Ce serait un emplâtre sur une jambe de bois tant les 1 % qui dirigent la société ne peuvent laisser les 99 % décider de la marche de l'économie, de la production et de la répartition des richesses.

Les travailleuses et travailleurs de Ford à Blanquefort en savent quelque chose, eux qui viennent d'apprendre la fermeture de leur usine après des mois de manœuvres, de mensonges, de pressions de la part de Ford, Punch et des « pouvoirs publics », tous unis pour tenter de lier les mains des salarié.e.s, les convaincre chacun à sa manière que tout était fait « pour leur bien », que « tous » avaient les mêmes intérêts, et au final que « tout » avait été fait ! Vaste duperie pour préserver les intérêts des actionnaires, de ceux au service desquels sont les Macron, Lemaire et leurs alter-ego locaux qui ont arrosé Ford de dizaines de millions, étaient prêts à en faire autant pour Punch et qui n'ont cessé de déverser des milliards d'argent public dans les caisses des capitalistes pour « soutenir l'emploi ».

Alors oui, il faut immédiatement une autre fiscalité, taxer le capital, les immenses profits, et réquisitionner les usines qui licencient, sans aucune indemnité ni rachat ! Mais c'est l'ensemble du fonctionnement de l'économie qu'il faut contester. La question de la démocratie pose celle d'en finir avec la domination des classes capitalistes.

La demande de justice sociale qui soude les gilets jaunes et l'opinion contre Macron n'a de réponse que dans cette perspective.

N'en déplaise aux classes dominantes et à leurs commentateurs dévoués, le mouvement est profond. Des millions de femmes et d'hommes, de jeunes ont perdu toute confiance en eux et en leur système, se sont éveillés à la lutte collective et au débat politique. Quel que soit le timing, une nouvelle étape s'ouvre, celle de l'élargissement au sein des entreprises, la bataille autour d'un plan d'urgence porté par le monde du travail posant la question sociale et démocratique, la contestation de la domination capitaliste.

Question sociale, question climatique, un même combat démocratique et... révolutionnaire

Depuis plus d'un mois, la révolte des gilets jaunes a imposé la question sociale sur le devant de la scène. Partie d'une lutte contre l'augmentation du prix des carburants, elle a fait surgir toute la révolte accumulée depuis des années contre les injustices et les inégalités subies par les classes populaires. Par leur détermination, les gilets jaunes ont fait aussi apparaître au grand jour le cynisme du gouvernement qui justifiait ces nouvelles taxes au nom de la « transition écologique » quand, dans le même temps, le démantèlement des services publics,

l'insuffisance des transports en commun, l'explosion des loyers des grandes villes, obligent les classes populaires à utiliser leurs véhicules et que le carburant des tankers et des avions de ligne est largement exonéré de taxes, au nom de la compétitivité. La crise climatique, les problèmes environnementaux ne sont pas des questions à part qui échapperaient à la logique de la lutte des classes. Bien au contraire, il ne peut y avoir de réponse à la question écologique qu'en lien avec la question sociale et qu'en rupture totale avec les politiques des classes dominan-

tes qui continuent à mener leur guerre de classe... même quand elles prétendent agir pour le climat.

Le fait que le 8 décembre, dans certaines villes, sous différentes formes, les marches pour le climat et les manifestations des gilets jaunes aient convergé, participe d'une évolution des consciences, d'une libération de l'illusion que les problèmes écologiques auraient une portée universelle qui échapperait aux intérêts de classes. Illusion dangereuse qui désarme les consciences, pousse à croire aux solutions consensuelles au nom d'un « *développement durable* », d'une « *transition écologique* », formulations neutres qui masquent tout contenu social et finalement toute remise en cause du capitalisme. Il est pourtant indispensable d'avoir conscience que le capitalisme est à la fois le principal responsable de la crise climatique mais aussi le principal obstacle à toute politique visant à y répondre.

La « *transition écologique* », une opération de *greenwashing* des classes dominantes

Les réponses de la bourgeoisie et de son personnel politique, comme Macron, à la question climatique ont un contenu de classe, au sens où c'est moins « *préserver la planète* » que préserver leurs intérêts qui les préoccupent... et c'est pour cela qu'elles sont autant d'impasses. Derrière l'hypocrisie des belles formules, elles sont avant tout guidées par la volonté de continuer à faire du profit à court terme et pour cela à accentuer la pression sur les classes populaires, à piller le plus rapidement possible tout ce qui peut l'être, même au prix du saccage de l'environnement.

C'est ce que confirme le ridicule spectacle de la COP24 qui vient de se terminer en Pologne dans l'indifférence générale. Les raisons de l'incapacité des principales puissances de la planète à mettre en application les timides promesses prises à la Conférence de Paris de 2015, y sont apparues au grand jour dans l'étalage des rivalités entre États bien loin des préoccupations environnementales. Telle est la réalité de ces conférences internationales, foires commerciales du capitalisme vert et théâtre de la concurrence acharnée à laquelle se livrent les multinationales et les États pour le contrôle des sources d'énergies : les ressources fossiles déjà existantes ou toutes celles qui restent à découvrir... mais aussi les énergies renouvelables en plein développement. Les multinationales n'opposent pas les deux mais les additionnent comme autant de promesses de profits juteux sans aucune cohérence du point de vue de la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique !

L'augmentation des taxes sur les carburants voulue par le gouvernement illustre le caractère de classe des solutions envisagées par les classes dominantes. Il prétend que ces taxes contribuent, comme d'autres dispositifs mis en place à l'échelle européenne, à une « *taxation du carbone* » censée favoriser par le seul jeu du marché la transition écologique. Mais en réalité, c'est une politique qui frappe en premier lieu les classes populaires par l'impôt et les

taxes et qui d'autre part a permis l'ouverture de nouveaux champs de spéculation pour un capitalisme financier qui n'a de vert que la couleur des dollars.

Donner un contenu de classe, démocratique et révolutionnaire à la « *transition écologique* »

La question sociale et la question climatique sont un seul et même combat, un combat de classe contre l'offensive que mène à l'échelle du monde la bourgeoisie pour continuer à s'approprier une part toujours plus grande de richesses, provoquant à la fois une terrible régression sociale pour les populations et des ravages sans précédent de l'environnement.

Face aux menaces de la crise climatique, face au discrédit des classes dominantes, l'émergence de nouvelles mobilisations comme les marches pour le climat témoignent de la prise de conscience de la nécessité d'imposer, par un rapport de force, des solutions qui correspondent aux intérêts du plus grand nombre contre ceux d'une minorité.

La convergence de ces mobilisations avec la révolte sociale des gilets jaunes ne peut que contribuer à renforcer la construction d'un tel rapport de force. Il nous faut en formuler consciemment les enjeux.

D'abord, comme l'ont montré les gilets jaunes, c'est la conscience de la nécessité de ne compter que sur nous-mêmes, sur notre capacité à nous mobiliser, à nous organiser avec détermination en nous libérant des illusions dans le dialogue social ou dans des solutions écologiques hors des rapports de classes. La conscience aussi qu'il n'y aura pas de réponse à la question sociale comme à la question écologique sans en finir avec la logique du marché, de la course aux profits et donc sans remise en cause de la propriété capitaliste, de la domination et du parasitisme de la bourgeoisie.

La « *transition écologique* » reste une formule neutre dont se servent les gouvernements pour imposer des politiques d'austérité. Il nous faut lui donner un contenu de classe en la reliant à la question sociale, à la nécessité d'une transformation révolutionnaire et démocratique de toute la société.

La mondialisation financière a soumis toute la société à la logique de la rentabilité financière, de la course aux profits qui aggrave les inégalités, concentre toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité et saccage l'environnement. A cet égoïsme social des classes dominantes s'oppose une politique de classe, celle du monde du travail et de la jeunesse. Ses réponses ne peuvent être que démocratiques et révolutionnaires au sens où elles dépendent de l'intervention directe du monde du travail pour imposer la satisfaction des besoins du plus grand nombre contre la tyrannie d'une minorité capitaliste, pour en finir avec sa domination. Cela veut dire créer les conditions pour que ce soit les principaux concernés qui puissent choisir consciemment, démocratiquement quel type d'énergie utiliser, décider des priorités pour développer des services publics suffisants, efficaces et gratuits pour

répondre aux besoins fondamentaux de tous en matière de santé, d'éducation, de transport... Permettre que les classes populaires, par le débat démocratique, décident des choix économiques et de l'organisation de la vie sociale impose d'exproprier les multinationales de l'énergie, du transport comme l'ensemble du système bancaire et financier qui, depuis des décennies, ont façonné toute la société selon le seul impératif de la rentabilité, de la compétitivité. Seule une telle réappropriation sociale des secteurs clés de l'économie permettra la réorganisation profonde de tout l'appareil de production et d'échanges,

nécessaire à la « *transition écologique* » sur la base d'une planification démocratique à l'échelle de la planète.

C'est dans cette perspective que questions sociales et questions climatiques se rejoignent à travers le même combat pour en finir avec cette société capitaliste mondialisée, avec les inégalités sociales qu'elle engendre comme avec les conséquences de la dégradation de l'environnement.

Bruno Bajou